

L'engagement en retour : le transfert d'argent des émigrés brésiliens

Par Ana Cristina Braga Martes,
Professeure de sociologie à la Fondation Getulio Vargas de São Paulo, Brésil



Ancien pêcheur dans les Sundarbans, Abdul Hamid est désormais conducteur de rickshaw à Dacca, Bangladesh
© Laurent Weyl/Argos/Picturetank

L'immigration brésilienne aux États-Unis a augmenté ces dernières années, entraînant une progression des transferts de fonds vers le Brésil. L'impact de ces transferts est généralement considéré par les institutions comme une source d'investissement pour les pays destinataires. Cependant, l'analyse de l'utilisation de ces versements montre qu'ils servent surtout à régler les dépenses courantes ou à faire des investissements immobiliers dans certaines régions. Quand ces versements sont investis dans des entreprises, ces dernières ne sont généralement pas viables à long terme.

Dire que la mondialisation augmente les flux de capitaux mais pas les flux de personnes – ou plutôt de main-d’œuvre – est aujourd’hui un lieu commun. Cela n’est pourtant que partiellement vrai. Bien que les restrictions à l’entrée de nouveaux immigrés aux États-Unis aient été renforcées depuis le 11 septembre 2001, les chiffres sont en contradiction avec ces politiques restrictives. Selon le Pew Hispanic Center (organisme de recherche sur l’Amérique latine, voir le site pewhispanic.org), il y a près de onze millions d’immigrés sans papiers aux États-Unis. Cela signifie que 5 % de la main-d’œuvre américaine est constituée d’immigrés illégaux. D’où viennent ces immigrés ? Sur les 34,2 millions de personnes résidant aux États-Unis – à titre légal ou non – et qui sont nées dans un autre pays, 53 % viennent d’Amérique latine. Depuis le début du XXI^e siècle, près de 6 millions de personnes sont venues aux États-Unis ; 59 % viennent d’Amérique latine, 23 % d’Asie, 14 % d’Europe, et 8 % d’autres régions. Au total, 18 314 000 personnes viennent d’Amérique latine (dont 13 millions du Mexique ou d’Amérique centrale). Selon le ministère des Affaires étrangères, un million de Brésiliens y résideraient, de manière illégale pour la plupart. Il est indéniable qu’avec l’accès à des moyens de transport et de communication de plus en plus rapides et de moins en moins coûteux, les flux d’êtres humains deviennent presque aussi incontrôlable que les flux de capitaux.

Impact de l’émigration sur les pays d’origine

Le fait que la mondialisation soit un processus irréversible et “constitue à l’heure actuelle le principal moteur de la migration internationale” ne prête guère à discussion⁽¹⁾. On sait bien que la mondialisation intensifie et élargit le champ des relations sociales⁽²⁾, bien que la majorité des chercheurs aient étudié la mondialisation d’un point de vue strictement économique. Selon George Martine : “La migration [j’ajouterais : légale ou non] est inévitable et recèle potentiellement des effets bénéfiques en matière de développement et de lutte contre la pauvreté. Les politiques qui se fondent sur ce principe auront plus de succès que celles qui rejettent avec force tant la mondialisation que la migration de personnes dans l’espace.”⁽³⁾ Cependant, ce point de vue ne fait nullement l’objet d’un consensus : les migrations internationales actuelles ont-elles des effets positifs ? Ou ne faut-il y voir que le résultat de la pauvreté et des inégalités entre pays qui contraignent les individus à s’expatrier ? Les chefs d’État ou de gouvernement et les représentants des organisations multilatérales ont mis l’accent, plus que les chercheurs, sur ce qu’on appellera ici les “effets positifs des phénomènes migratoires”. Selon Kofi Annan (secrétaire général

des Nations unies jusqu'en décembre 2006), les *“pays pauvres peuvent aussi bénéficier de l'émigration : en 2002, les émigrés ont envoyé vers les pays en voie de développement des sommes d'argent représentant un montant total d'au moins 88 milliards de dollars, soit 54 % de plus que le montant de l'aide au développement (57 milliards de dollars) pour la même période”*⁽⁴⁾. L'année suivante, Donald Terry (l'un des directeurs de l'IDB, la Banque interaméricaine de développement ou Inter-American Development Bank-Multilateral), soulignant la gravité de la situation, indiquait que, sans ces versements, les économies de certains pays s'effondreraient⁽⁵⁾. Au même moment, le Fonds monétaire international (FMI) invitait les gouvernements à faciliter l'entrée d'argent, soulignant que dans les pays en voie de développement, cet apport d'argent avait un effet *“d'amortisseur en cas de crise interne”*, réduisant la volatilité de la croissance du produit intérieur brut (PIB) et contribuant à faire reculer la pauvreté⁽⁶⁾.

En 2004, les envois d'argent vers l'Amérique latine et les Caraïbes (ALC) ont représenté 45 milliards de dollars, soit plus que le volume annuel total des investissements directs étrangers (IDE) dans la région⁽⁷⁾. Et si l'on prend l'ensemble des entrées de capitaux étrangers, seule la part liée au tourisme dépassait, pour la même période, le montant de ces versements. Pour certains pays, ils représentent une part considérable du PIB ; en République dominicaine, par exemple, ils atteignaient 14 % du PIB en 2004⁽⁸⁾.

L'immigration brésilienne aux États-Unis

Malgré les événements du 11 septembre 2001 et les restrictions croissantes imposées à l'entrée de Brésiliens aux États-Unis, l'argent envoyé au Brésil a augmenté depuis 2001. Les versements ont atteint la somme de 5,6 milliards de dollars en 2004, en provenance non seulement des États-Unis, mais aussi du Japon et d'Europe⁽⁹⁾. Cette somme représente 1 % du PIB brésilien. Toutefois, une part de ces ressources, envoyée par des voies informelles, n'est pas enregistrée par la Banque centrale (BC), qui n'a comptabilisé que 2,3 millions de dollars de versements en 2004. Cette situation contribue au fait que le coût moyen d'un versement au Brésil varie de 8,9 % environ à jusqu'à parfois 20 % du montant versé. La Banque interaméricaine de développement estime que *“les règles actuelles rendent les versements et leur comptabilisation difficiles et suscitent l'entrée de ressources via le marché informel”*.

Les versements non comptabilisés ne sont qu'un aspect du *“secteur informel de l'émigration”* brésilienne. Comme on l'a vu, il y a de nombreux Brésiliens parmi les 11 millions d'immigrés résidant actuellement aux États-Unis de manière illégale.

Une part de cette immigration informelle ne résulte pas seulement de comportements économiques opportunistes, mais aussi des restrictions imposées en matière de délivrance de visas à des Brésiliens, principalement pour ceux qui viennent de l'État de Minas Gerais et des villes considérées comme des sources importantes d'immigrés. Les restrictions du gouvernement américain ont donc plus contribué au développement du "secteur informel de l'émigration" qu'à la réduction des flux migratoires. Au Mexique, l'immigration illégale met chaque année 5 milliards de dollars en circulation⁽¹⁰⁾. Le nombre de Brésiliens arrêtés à la frontière brésilienne est passé de 500, en 1999, à plus de 8 616, en 2004⁽¹¹⁾. Au cours de la même année, au moins 1 400 Brésiliens ont été placés en détention aux États-Unis, dans l'attente d'une expulsion. Au même moment était pourtant adopté le premier accord international reconnaissant que l'immigration ne constitue pas un crime – le protocole de Palerme, qui a pour objectif de combattre les mafias spécialisées dans la traite des personnes. Ce protocole a finalement été signé à Genève par quarante pays.

Les Brésiliens envoient de l'argent à leur famille au Brésil principalement pour contribuer à l'augmentation du pouvoir d'achat de ceux qui n'ont pas émigré.

Bien entendu, les politiques restrictives du gouvernement américain ne visent pas seulement les Brésiliens. Depuis le 11 septembre 2001, le nombre de visas d'entrées est passé de 6,9 à 4,9 millions, les restrictions touchant en particulier les pays du Moyen-Orient⁽¹²⁾. Toutefois, le nombre d'immigrés illégaux a augmenté de 23 % en quatre ans, soit près de 485 000 personnes en plus, chaque année, entre 2000 et 2004. Selon les prévisions, le nombre total d'immigrés aux États-Unis devrait passer de 12 millions, dans les années 1990, à 14 millions, dans la première décennie du XXI^e siècle⁽¹³⁾.

L'émigration des Brésiliens a suivi la même tendance. Ni la stabilité économique observée au Brésil à partir du milieu des années quatre-vingt-dix, ni les nouvelles restrictions imposées à l'entrée des Brésiliens aux États-Unis (en particulier le refus de délivrer des visas touristiques) n'ont été suffisants pour que les Brésiliens renoncent à chercher des perspectives nouvelles aux États-Unis. On ne connaît pas les chiffres exacts, mais certaines informations peuvent aider à faire des estimations. Pour la présente étude, centrée sur le Massachusetts, certaines données nous ont même été fournies par le Consulat du Brésil à Boston : l'analyse de ces données entre 2000 et 2004 montre par exemple que le nombre total de documents officiels délivrés (documents notariés et enregistrés) a augmenté de 26,8 % entre 2000 et 2001 et de 39,16 % entre 2001 et 2002.

Des versements qui servent à améliorer le quotidien

Les versements contribuent-ils au développement local et à la réduction de la pauvreté ? Des études récentes ont tenté de cerner comment les versements pourraient affecter positivement l'économie des pays d'origine des immigrés. Analyser le rôle et la signification de ces versements implique d'envisager l'existence (ou le manque) d'un *“ensemble d'éléments positifs”* liés au phénomène migratoire international⁽¹⁴⁾. Dans le cas de l'émigration brésilienne, une telle approche est totalement inédite, dans la mesure où les facteurs économiques poussant à émigrer semblent toujours liés à la pauvreté (ou à l'absence de croissance économique), au chômage, à l'instabilité économique et à l'absence de mobilité sociale résultant de l'inexistence de cycles d'expansion économique depuis les années quatre-vingt.

Étudier l'émigration brésilienne sous l'angle des effets positifs générés par celle-ci ne signifie pas que l'on néglige les aspects négatifs mais seulement que les effets positifs sont au centre de l'étude : les versements ont-ils des effets positifs aux niveaux micro et macroéconomiques ? Quelle que soit l'origine nationale du groupe étudié, les sommes versées sont consacrées principalement aux dépenses quotidiennes. C'est-à-dire que l'argent est utilisé comme un supplément au budget familial de ceux qui sont restés au pays, pour l'acquisition de mobilier, l'amélioration de l'habitat (aménagement et construction), et pour l'acquisition de biens de consommation⁽¹⁵⁾. Cette étude montre aussi que les Brésiliens envoient de l'argent à leur famille au Brésil principalement pour contribuer à l'augmentation du pouvoir de d'achat de ceux qui n'ont pas émigré. Cependant, comme le souligne Susan Eckstein, *“d'une part, des versements bénéfiques pour les individus ne le sont pas nécessairement pour les États. D'autre part, les versements ont des conséquences bénéfiques pour leurs destinataires, mais tous les individus n'ont pas accès, dans le tiers-monde, aux réseaux transnationaux de partage des revenus ; les versements ne sont donc pas un substitut à d'autres sources d'assistance. Enfin, les versements peuvent avoir des conséquences inattendues, voire indésirables pour leurs destinataires ou pour l'État”*⁽¹⁶⁾.

Impact des versements sur les pays d'origine

Dans les études traitant de l'impact des versements sur les pays d'origine de ceux qui envoient ces fonds, deux points de vue s'opposent. Certains auteurs soulignent les problèmes créés par les versements pour l'économie locale, sachant qu'ils ne sont pas consacrés à des investissements productifs, comme des entreprises ou des projets qui

pourraient stimuler la production locale et contribuer ainsi à faire progresser les niveaux de revenus et à réduire le chômage. D'autres, au contraire, mettent l'accent sur les bénéfices que peuvent représenter les versements pour l'économie locale : ils contribuent à l'éducation, au logement et à la qualité de vie, et peuvent même attirer de nouvelles entreprises⁽¹⁷⁾. Enfin, dans la sphère macroéconomique, les versements représentent une source non négligeable de capitaux étrangers⁽¹⁸⁾.

Une large part des migrants brésiliens prévoit de procéder à des versements réguliers. De ce fait, le taux de change est peut-être, au niveau macroéconomique, le facteur qui encourage le plus directement les Brésiliens à émigrer. Dans la mesure où ils sont les premiers destinataires des sommes versées, la valeur du dollar leur permet de gagner davantage d'argent en moins de temps et, par conséquent, de retourner au Brésil en ayant économisé suffisamment d'argent pour acheter une terre, un bien immobilier ou un petit commerce. Depuis le début de l'émigration brésilienne dans les années quatre-vingt, le taux de change a maintenu le dollar à un niveau nettement supérieur à celui de la monnaie brésilienne, à l'exception de la période de 1994 à 1999 (correspondant au premier mandat de Fernando Henrique Cardoso), caractérisée par la parité du dollar et du real (la monnaie brésilienne). L'impact de la politique de change sur Governador Valadares (la ville brésilienne ayant le plus grand nombre d'émigrés) avait provoqué des changements perceptibles sur le marché de l'immobilier et dans le bâtiment. Dans certains quartiers de la ville, beaucoup d'immeubles de logement attendaient l'infusion de nouvelles sommes d'argent (en dollars) pour être terminés. Au même moment, la construction de nouveaux immeubles stagnait. Le bâtiment et le marché de l'immobilier étaient alors entrés dans une période de récession.

Les immigrés brésiliens aux États-Unis

Les premiers immigrés brésiliens sont arrivés dans les années soixante, mais ce n'est que dans les années quatre-vingt que l'immigration brésilienne aux États-Unis a réellement explosé⁽¹⁹⁾. Selon le recensement américain de 2000, 247 020 Brésiliens vivent actuellement aux États-Unis. Il faut noter qu'en 1980, selon la même source, il y en avait 47 965. Environ 20 % des Brésiliens recensés résident en Floride, 17 % dans le Massachusetts, 12 % en Californie, 10 % à New York et 10 % dans le New Jersey⁽²⁰⁾. D'après les profils démographiques établis pour le Massachusetts et la Floride, ils ont, pour une large part, un niveau d'études secondaires, mais seul un petit nombre d'entre eux déclarent avoir une bonne maîtrise de l'anglais⁽²¹⁾.

En 2004, le ministre brésilien des Relations extérieures déclarait que 2,5 millions de Brésiliens avaient émigré, bien qu'officiellement, 1,8 million de Brésiliens seulement soient recensés hors de leur pays : ce dernier chiffre correspond à ceux qui se sont fait connaître auprès de l'ambassade ou du consulat du Brésil⁽²²⁾. Dans la mesure où l'émigration brésilienne n'est pas documentée, il est techniquement impossible de connaître le nombre de Brésiliens résidant actuellement aux États-Unis.

Caractéristiques sociales de ceux qui envoient de l'argent⁽²³⁾

Selon les résultats de notre enquête⁽²⁴⁾ portant sur 252 immigrants brésiliens, 78 % des personnes interrogées ont envoyé de l'argent au Brésil de manière régulière, 8 % ont envoyé de l'argent mais ne le font plus actuellement, et 13 % n'en ont jamais envoyé (1 % n'ont pas répondu).

Les données montrent qu'il n'y a pas de différences importantes dans le profil sociodémographique de ceux qui envoient de l'argent et de ceux qui n'en envoient pas, sauf en ce qui concerne le sexe, le statut marital et le fait d'avoir des enfants ou pas. 64 % des 176 Brésiliens [78% de 252 = 156 + 39 personnes = 195 personnes brésiliennes qui envoient de l'argent, chiffre différent donc de 176, qui fait plutôt 70,4% du chiffre de référence donné juste avant de 252 immigrants ; de plus si on ajoute 78% et 8% qui ont envoyé un jour de l'argent, le pourcentage est même plus grand : 86% de 252 = 215 personnes qui ont envoyé un jour de l'argent] de l'étude qui envoient de l'argent sont des hommes et 36 % sont des femmes ; un peu plus de la moitié (51 %) sont mariés, 41 % sont célibataires, les autres sont divorcés ou veufs. Le fait d'avoir ou non des enfants et le lieu de résidence des enfants (le Brésil ou les États-Unis) est la variable qui affecte le plus la décision d'envoi d'argent. La majorité des personnes interrogées n'ont pas d'enfants (52 %), et pour les 47 % qui ont déclaré avoir des enfants, près de la moitié de ces enfants vivent aux États-Unis, et l'autre moitié au Brésil. Cependant, si l'on considère uniquement ceux qui envoient de l'argent, plus de la moitié ont des enfants (52 %), et près de la moitié de ces enfants vivent au Brésil, l'autre moitié aux États-Unis. Ces données montrent que la majorité de ceux qui envoient de l'argent au Brésil souhaitent contribuer au budget familial, ce qui n'a rien de surprenant.

Les autres variables, telles que l'âge ou le niveau d'instruction, ne font pas apparaître de différence entre ceux qui envoient de l'argent et les autres. Il n'y pas plus de différence importante selon l'État dans lequel ils sont nés ou l'État

dans lequel ils ont vécu avant d'émigrer. Minas Gerais est l'État brésilien d'où provient le plus grand nombre d'émigrés (42 % des personnes interviewées dans les deux groupes). Les taux sont également identiques dans les deux groupes pour les États ayant le plus grand nombre d'émigrés après Minas Gerais : São Paulo (13 %), Espírito Santo (9 %), Paraná (5 %), et Goiás (5 %). Le plus remarquable à cet égard est que São Paulo se place au second rang. C'est l'État le plus riche du Brésil, qui a contribué pour 33,4 % au PIB en 2004(25).

Le fait d'être régularisé ou pas, et la durée de séjour aux États-Unis, n'influent pas sur la décision d'envoyer de l'argent au Brésil. En effet, parmi ceux qui ont envoyé de l'argent, 84 % sont sans papiers, 15 % sont des résidents légaux, et 1 % n'ont pas répondu. Sur l'ensemble de la population, 83 % ont déclaré être sans papiers, 16 % étaient des résidents légaux (1 % n'ont pas répondu). Ce résultat contredit notre hypothèse de départ selon laquelle plus la durée de séjour des Brésiliens aux États-Unis serait longue et plus ils se rapprocheraient d'un statut légal, moins leurs liens avec leur pays d'origine seraient forts et moins ils auraient tendance à envoyer de l'argent dans leur pays.

Objet et utilisation des versements

Objet des versements au Brésil	Plusieurs réponses possibles	Destination des versements	
Activités économiques	5 %	Governador Valadores	9 %
Investissements financiers	16 %	Ipatinga	3 %
Dettes	6 %	Vitória	3 %
Aide à des membres de la famille	76 %	Goiânia	3 %
Biens immobiliers	25 %	Curitiba	3 %
Soutien à des organisations	4 %	São Paulo	3 %
Autres	2 %	Belo Horizonte	2 %
Pas de réponse	5 %	Sorocab	2 %
	N=176	Autres	38 %
		Pas de réponse	25 %

L'utilisation de l'argent

Selon l'IDB (l'Inter-American Development Bank-Multilateral, la Banque interaméricaine de développement), près des deux tiers des immigrants d'Amérique latine envoient de l'argent régulièrement aux membres de leurs familles qui sont restés dans leur pays d'origine. Parmi les Brésiliens aussi, la grande majorité de ceux qui envoient de l'argent ont pour objectif d'aider leur famille, suivant en cela la tendance observée chez l'ensemble des immigrants latinos. Toujours selon l'IDB, plus de 1,3 million de Brésiliens reçoivent de l'argent de leurs proches vivant à l'étranger. Le tableau ci-dessous résume les résultats de l'étude en ce qui concerne la destination et l'utilisation de l'argent envoyé.

Règlement de dépenses courantes et achat de biens immobiliers

Les interviews menées auprès des familles de Governador Valadares permettent de mieux cerner l'importance et l'utilisation des sommes envoyées. La famille Silva, par exemple, compte onze frères et sœurs vivant pour la plupart aux États-Unis. Une part des revenus des enfants émigrés est envoyée aux proches restés à Governador Valadares, le père de famille étant le principal bénéficiaire. L'argent est destiné principalement au paiement des dépenses courantes de santé et d'éducation, à l'achat de biens de consommation durables et à l'achat de biens immobiliers. Ces versements ont contribué directement ou indirectement à l'achat de la maison du père et de celle de l'une des sœurs. En outre, les versements ont financé un petit magasin de jeux vidéo pour l'une des sœurs. Cependant, cette activité s'est soldée par un échec, dû au manque d'expérience et à un capital d'exploitation trop modeste. Tous les frères et sœurs ont régulièrement envoyé de l'argent, à l'exception de l'un d'eux qui a été arrêté lorsqu'il franchissait la frontière entre les États-Unis et le Mexique. Devant payer une caution, il n'a pas réussi à gagner assez d'argent pour en envoyer au Brésil.

Selon l'une des sœurs, *“mon père est très aidé par ses enfants. Parce qu'il est à la retraite et que ses enfants lui envoient de l'argent tous les mois... Chaque mois, c'est sacré : l'argent arrive. Vous imaginez, s'il devait vivre du revenu minimum ?²⁶⁾ Alors, il a une assurance santé... il est soutenu par ses enfants. S'il a besoin de quoi que ce soit, ils l'aident. La maison a été reconstruite. Ils paient son assurance santé... et ils lui envoient une voiture quand il veut sortir, pour aller chez le médecin. Je crois qu'il est heureux, il est très reconnaissant !”* L'autre sœur ajoute : *“On a tous commencé au niveau le plus bas, mais*

on a toujours eu une maison pour vivre, ce qui est très important. Je suis née à la campagne, mais ensuite nous sommes allés dans une petite ville, puis ici à cause de nos études dans les années quatre-vingt.”

L'histoire de ces deux femmes montre qu'elles se sentent menacées par la pauvreté, et l'émigration de leurs frères et de leurs sœurs a rendu possible pour elles et pour leur père le maintien d'un statut de classe moyenne inférieure. S'il n'y avait pas eu de versements, ils auraient dû payer un loyer, leur père n'aurait pas eu d'assurance maladie, ils auraient eu un revenu mensuel plus faible, etc.

Les entretiens réalisés avec les membres de cette famille montrent les difficultés rencontrées par la classe moyenne brésilienne dans l'accès à l'éducation, clé de la mobilité sociale. Une part de l'argent envoyé est utilisée pour payer les frais de scolarité mensuels de l'une des interviewées. *“Le seul problème, c'est qu'ils me manquent. Mais on reste en contact par téléphone, par les e-mails qu'ils envoient. Maintenant, avec l'ordinateur à la maison, c'est encore mieux.”* Il ressort en outre de l'entretien que, pour la classe moyenne inférieure, la première priorité est de ne pas avoir à payer de loyer. Ce n'est pas un hasard si l'acquisition d'une maison est le second objectif le plus fréquemment cité dans notre enquête menée à Boston sur l'utilisation des versements.

Risques liés aux investissements dans une entreprise

Les membres de la seconde famille interviewée, la famille Mendes, estiment que l'achat de biens immobiliers est le meilleur investissement qu'ils puissent faire avec l'argent envoyé. *“Si ma famille n'avait pas réussi à aller aux États-Unis, j'aurais plus de problème. Grâce à eux, on a pu acheter deux maisons. On a déjà vendu une maison et on a ouvert une épicerie. Mon autre sœur a acheté un appartement. Ma tante et mon oncle ont aussi acheté un appartement, une autre de mes tantes avait une maison ici et elle travaille dur maintenant pour acheter une maison là-bas...”*

Comme nous l'explique le “patriarche” de la famille Monteiro, *“mon gendre est parti le premier et neuf mois plus tard... il a fait venir ma fille. C'était il y a neuf ans. C'était une bonne décision, cela nous a permis d'acheter une petite maison et maintenant, on ouvre une épicerie. [...] La seule chose que ma fille ait achetée ici, c'est un appartement, il coûtait 30 000 reals à l'époque. Ils n'ont pas envie de revenir”... c'était “pour me laisser de l'argent”.* De ces réponses, on peut conclure que l'achat de biens immobiliers peut avoir trois objectifs : permettre à ceux qui sont restés de ne plus avoir à louer de logement (la dépense qui pèse le plus sur le revenu de la classe moyenne

brésilienne); investir, pour ceux qui ont émigré et ont l'intention de revenir ; ou aider ceux qui sont restés à avoir un complément de revenu en louant le bien. De plus, l'acquisition de biens immobiliers dans sa ville d'origine permet de montrer à tout le monde qu'on "s'est bien débrouillé".

Le terme d'"entreprise" fait généralement référence à l'ouverture d'un petit commerce ou à l'acquisition d'une petite propriété rurale consacrée à une activité de production.

De manière assez récurrente, dans la communauté brésilienne de Boston, ceux qui parviennent à ouvrir un commerce avec l'argent gagné aux États-Unis perdent souvent rapidement leur investissement.

L'utilisation de l'argent envoyé pour ouvrir un commerce est illustrée par la famille Campos. Le premier de la fratrie a émigré et a fait venir les autres. Avec l'argent qu'ils ont réussi à mettre de côté, ils ont pu ouvrir différents commerces, un motel, un restaurant et une librairie, tout en achetant un appartement. Ils ont aussi aidé leurs proches restés au Brésil à acheter un logement ; l'argent envoyé, qui a permis d'acheter une épicerie, est en outre utilisé pour subvenir aux

besoins de leur mère. Selon l'une des sœurs, restée à Governador Valadares, *"un de mes frères a eu des motels, des restaurants, et il a aussi acheté un appartement... plus tard, il a tout perdu. Un autre a acheté un appartement... J'ai acheté un appartement aussi."*

De manière assez récurrente, dans la communauté brésilienne de Boston, ceux qui parviennent à ouvrir un commerce avec l'argent gagné aux États-Unis perdent souvent rapidement leur investissement. Ce type d'échec, lié au manque d'expérience, met aussi en cause le rôle des agences gouvernementales, qui encouragent le placement d'argent dans des investissements productifs. Le plus sûr, selon les personnes interviewées, est d'acheter des biens immobiliers, pour ne pas risquer de perdre tout l'argent gagné.

Le terme d'"investissement financier", dans notre enquête, fait avant tout référence à l'ouverture de comptes épargne, et les "dettes" font référence à l'assistance reçue pour le financement de l'émigration ou à des dettes contractées au Brésil du fait de la faillite d'un commerce ouvert avant l'émigration. Cependant, ces éléments n'ont été mentionnés que dans l'enquête menée à Boston.

Lieux de destination de l'argent

L'argent des émigrés est envoyé dans différentes villes du Brésil. L'enquête a fait apparaître une certaine concentration dans les villes suivantes : Governador

Valadares (14 %), Ipatinga (5 %), São Paulo et Goiânia (4 %), Vitória et Belo Horizonte (3 %). Ce résultat est intéressant, car si les lieux de destination sont aussi dispersés qu'il le semble, il se pourrait que l'argent envoyé n'ait que peu d'incidence sur la dynamique économique des villes de destination, à l'exception de Governador Valadares et d'Ipatinga, dans l'État de Minas Gerais. En effet, les autres villes ci-dessus sont les capitales d'États de la fédération brésilienne et ont des densités de population importantes. Les autres villes citées par au moins 2 % de l'échantillon sont : Criciúma, dans l'État de Santa Catarina, Curitiba, dans l'État de Paraná, et Sorocaba, dans l'État de São Paulo. Parmi elles, seule Curitiba est le siège du gouvernement d'un État. Il est possible que la dynamique économique des villes de Criciúma et de Sorocaba soit affectée par l'argent venant de la migration internationale.

Estimation des montants

Sur l'échantillon des 235 personnes *[l'étude parlait de 252 personnes, n'ayant pas le tableau dans ce fichier, impossible de recouper les infos : échantillon de 252 personnes ou 235 ?]* interviewées, le montant moyen de l'argent envoyé est de 6 535 dollars par personne interviewée et par an, avec un nombre moyen d'envois d'argent de 10,11 par an, et une valeur moyenne de 646,10 dollars par envoi.

On ne dispose pas de données sur le nombre exact de Brésiliens qui vivent aux États-Unis, plus de 80 % d'entre eux n'ayant pas de papiers⁽²⁷⁾. Le ministère des Affaires étrangères a estimé à un million le nombre de résidents brésiliens aux États-Unis en 2005, tandis que le recensement américain de 2000 estime leur nombre à 213 000.

Quels établissements assurent les envois d'argent

Selon diverses études, l'envoi d'argent passe principalement par les commerces, et non par les banques⁽²⁸⁾. La majorité des versements sont envoyés par des petites entreprises brésiliennes. Les agences officielles sont la Banque du Brésil et la Western Union (en partenariat), la Federal Savings Bank et Vigo. Il faut noter l'absence de coopérative d'épargne et de crédit. Les propriétaires de dix entreprises brésiliennes de Somerville et Cambridge assurant des envois d'argent ont été interviewés. Aucune de ces entreprises ne s'occupe exclusivement de versements

d'argent : trois sont des supermarchés, les autres, des commerces d'habillement, des épiceries, des agences de voyage, ou vendent des téléphones portables et de cartes de crédit. Aucun de ces commerces n'était ouvert depuis moins de trois ans, ni depuis plus de huit ans. Seuls quatre propriétaires nous ont indiqué les montants des versements réalisés par leur établissement : respectivement 400 000 dollars, 7 500 dollars, 20 000 dollars, et 100 000 dollars. Les villes de destination étaient, par ordre d'importance décroissante, Governador Valadares, Vitória et Belo Horizonte, Jaurú; Mantênópolis, Criciúma et Conselheiro Pena; São Paulo et Ipatinga, Goiânia, Porto Alegre, Florianópolis, Rio de Janeiro, Coperac, Resplendor, Barra de São Francisco, Curitiba, Anápolis, Engenheiro Caldas et Sobralia.

Concernant la fréquence des envois d'argent au Brésil, cinq entreprises indiquaient tous les 15 jours, et cinq tous les mois. Pour les frais d'envoi, la plupart demandaient dix dollars, plus 4 % du montant envoyé, pour des envois en dollars.

Les frais pour les immigrants sont passés de 14 % à 8 % du montant des versements. En effet, les organismes multilatéraux ont incité à une baisse des frais pour limiter la compétition entre les banques et les autres établissements assurant les envois d'argent. Cependant, le coût de l'envoi d'argent est plus élevé vers l'Amérique latine et les Caraïbes que vers d'autres parties du monde, en raison du faible niveau de compétition entre les institutions financières⁽²⁹⁾. En 2003 et 2004, certaines banques brésiliennes ont conclu des partenariats avec des institutions américaines assurant des envois d'argent : Itaú Bank avec MoneyGram, Bradesco avec la Bank of America, etc. L'IDB et le FMI ont joué un rôle important au Brésil en s'efforçant d'inciter à la formalisation des versements (via des agences institutionnelles et non via le marché informel), et en tentant d'y associer un plus grand nombre d'organismes afin d'augmenter la concurrence et de réduire les charges liées aux transferts de fonds.

Conclusion

Les émigrés brésiliens appartenant à la classe moyenne inférieure, rien ne permet de penser que l'argent envoyé contribue à réduire la pauvreté dans leur ville d'origine, comme l'ont montré des études portant sur d'autres immigrants d'Amérique latine. D'après les données et les chiffres américains, les bénéficiaires des versements sont des familles à faible revenu. Cependant, si les immigrants brésiliens sont considérés comme pauvres aux États-Unis (selon les critères américains), leurs familles ne sont pas considérées comme pauvres d'après les critères brésiliens. Si l'on prend le revenu minimum comme critère de pauvreté⁽³⁰⁾,

on considère que ceux qui reçoivent jusqu'à un quart du revenu minimum sont en dessous du seuil de pauvreté (indigents), et que ceux qui reçoivent jusqu'à la moitié du revenu minimum sont pauvres. Ce n'est pas le cas des émigrés brésiliens et de leurs familles, dont les revenus sont supérieurs à ces seuils, indépendamment des envois d'argent⁽³¹⁾. D'autres facteurs ont également leur importance : la plupart des émigrés brésiliens ne sont pas analphabètes, ils ne viennent généralement pas de régions rurales, n'étaient pas au chômage quand ils ont émigré, et ne vivaient pas dans la région la plus pauvre du Brésil, le Nordeste. Cette étude suggère donc que l'impact des envois d'argent par les immigrés doit être recherché dans la classe moyenne inférieure, de la même façon que si l'on veut comprendre l'émigration, ses causes et ses effets dans le contexte du Brésil, on est amené à s'interroger sur ce qu'il advient de la classe moyenne de ce pays. ■

Références bibliographiques

- Arango, Joaquín ; Hugo, Graeme ; Kouaouci, Ali ; Massey, Douglas S. et Pellegrino, Adela, Taylor, Edward J., *Worlds in Motion : Understanding International Migration at the End of the Millennium*, New York, Oxford University Press, 1998.
- Coultan, Mark, "Illegal Settlers top 11 million in the US", *The Age*, 23 mars 2005 (voir : www.theage.com.au/news/World/Illegal-settlers-top-11-million-in-the-US/2005/03/22/1111254022956.html).
- Eckstein, Susan, "Diasporas and Dollars : Transnational Ties and the Transformation of Cuba", *MIT Working Paper*, n° 16, février 2003 ; voir : http://web.mit.edu/cis/www/migration/pubs/rrwp/16_diasporas.pdf.
- Giddens, Anthony, *The Consequence of Modernity*, Stanford, Stanford University Press, 1990.
- Hoffmann, Rodolfo, *A distribuição de renda no Brasil no período 93-99*, Campinas, I. E. Unicamp, 2001.
- Lowell, Briant Lindsay ; Garza (de la), Rodolfo O., *The Developmental Role of Remittances in U.S. Latino Communities and in Latin American Countries. A Final Project Report*, Inter-American Development Bank, 2000.
- Margolis, Maxime, *Little Brazil*, Princeton, Princeton University Press, 1993.
- Margolis, Maxime, *Invisible Minority : Brazilians in New York City*, Boston, Allyn & Bacon, 1998.
- Martes, Ana Cristina Braga, *Brasileiros Nos Estados Unidos. Um estudo sobre imigrantes em Massachusetts*, São Paulo, Editora Paz e Terra, 2000.
- Martine, George, "A globalização inacabada: migrações internacionais e pobreza no século", 21, *São Paulo em Perspectiva*, São Paulo, Fundação Seade, v. 19, n. 3, juillet-septembre 2005.
- Massey, Douglas S. et Bassem, Lawrence, "Determinants of Savings, Remittances, and Spending Patterns among US Migrants in Four Mexican Communities", *Sociological Inquiry*, 62, 1992.
- Milanovic, Branko, "The Median Voter Hypothesis, Income Inequality and Income Redistribution : an Empirical Test with the Required Data", Banque mondiale, Groupe de recherche sur le développement, Washington D. C., 1999.
- Orozco, Manoel, *The Remittance Marketplace : Prices, Policies and Financial Institutions*, Georgetown University Institute for the Study of International Migration, Washington D. C., 2004.
- *Sending Money Home : Remittance to Latin America and the Caribbean*, IDB/MIF, Inter-American Development Bank-Multilateral Investment Fund, mai 2004 ; voir : <http://idbdocs.iadb.org/wsdocs/getdocument.aspx?docnum=547263>.
- Taylor, Edward J. et Wyatt, T. J., "The Shadow Value of Migrant Remittances, Income and Inequality in a Household-farm Economy", *Journal of Development Studies*, 32 (6), 1996, pp. 899-912.

Notes

1. Arango, Hugo, Kouaouci, Massey, Pellegrino, Taylor, 1998 ; Milanovic, 1999.
2. Giddens, 1990 ; Orozco, 2004 ; Martine, 2005.
3. Martine, 2005.
4. *Folha de São Paulo*, 29 janvier 2004.
5. *Folha de São Paulo*, 30 novembre 2003.
6. "World Economic Perspectives", Report, IMF.
7. *Sending Money Home*, mai 2004.
8. *El Popular*, 6 avril 2005, <http://www.elpopular.com/news.php?nid=336>.
9. *Sending Money Home*, mai 2004.
10. *Folha de São Paulo*, 11 mai 2003.
11. *Folha de São Paulo*, 16 janvier 2005.
12. *Folha de São Paulo*, 30 novembre 2004.
13. Coultan, 2005.
14. Martine, 2005.
15. Massey ; Bassem, 1992 ; Taylor ; Wyatt, 1996.
16. Eckstein, 2003.
17. Lowell ; Garza, 2000.
18. Orozco, 2004.
19. Margolis, 1993.
20. Margolis, 1998.
21. Martes, 2000.
22. Ana Flor, Fonds de solidarité prioritaire (FSP), 4 juillet 2004.
23. Cet article se base sur une étude de terrain réalisée à Boston, Massachusetts, et à Governador Valadares (État de Minas Gerais) en 2004.
24. Cette étude a été menée auprès de 252 immigrants brésiliens de plus de 18 ans vivant dans les villes de Cambridge et Somerville (banlieue de Boston) dans le Massachusetts, ainsi qu'auprès de leurs familles restées au Brésil et bénéficiaires de leurs versements.
25. Fondation Seade (agence gouvernementale de production de statistiques de l'État de São Paulo), 2005.
26. Le revenu minimum au Brésil est d'environ 120 dollars par mois.
27. Martes, 2000.
28. Orozco, 2004.
29. *Sending Money Home*, 2004.
30. Hoffman, 2001.
31. Martes, 2000.